

Philippe Fleury: «Il n'est pas nécessaire de révolutionner la FER, elle se porte bien»

Laure Wagner, Publié : 14 juin 2023

8–10 minutes

En collaboration avec Frédéric Lelièvre

Avec le départ de Blaise Matthey, c'est une page qui se tourne à la FER Genève. Le 1er juin dernier, celui qui a dirigé la faîtière patronale pendant 35 ans a cédé la place à [Philippe Fleury](#).

Ce dernier ne vient pas de la Fédération des entreprises romandes. Il rejoint l'organisation après avoir passé seize années au sein du cabinet d'audit et de conseil KPMG, dont deux ans et demi comme responsable du bureau de Genève. Auparavant, Philippe Fleury a travaillé pendant cinq ans auprès des autorités fédérales à Berne, à la tête de l'autorité de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

Aujourd'hui, le nouveau directeur de la FER Genève met en avant son parcours professionnel «axé sur le service client». Dans cette optique, il entend élargir l'offre de services aux 29.000 entreprises membres de l'organisation, dans le domaine de la cybercriminalité ou de la transition énergétique notamment. Entretien.

Les premiers pas à la FER Genève

Quelle est la première chose que vous avez faite en prenant le bureau de Blaise Matthey, qui a marqué la FER pendant 35 ans?

En fait, je prendrai le bureau de l'assistante de mon prédécesseur et non le sien, qui est un bureau sublime et énorme. Ce serait égoïste de le garder pour moi, donc j'aimerais en faire profiter le plus grand nombre en le transformant en une salle de conférence, ouverte à tous les collaborateurs.

Ensuite, je considère que mon rôle, en tant que directeur général de la FER, n'est pas de rester dans mon bureau, mais d'être au contact des collaborateurs.

C'est un grand changement pour la FER de voir quelqu'un d'extérieur reprendre sa direction. Quel conseil le consultant KPMG que vous étiez vous donnerait-il pour que la greffe prenne?

Je pense essentiel d'être à l'écoute, à la fois des membres internes et externes, afin de voir comment être le plus utile à l'organisation. Je veux également ouvrir les yeux: en venant de l'extérieur, on vient avec un regard nouveau et non biaisé par l'histoire passée afin de se laisser surprendre, émerveiller ou choquer par ce que l'on trouve. Mon expérience externe à l'organisation me permettra d'enrichir sa gestion aujourd'hui.

Les projets pour la FER Genève

Lors de l'assemblée annuelle de la FER Genève, vous avez décliné votre ambition: «être à l'écoute des membres; agir

pour soutenir, défendre et promouvoir l'économie; s'exprimer en Suisse romande et alémanique; aider les entreprises avec une offre de services pertinente». Cela veut dire que la FER n'était pas assez à l'écoute?

Il n'est pas nécessaire de révolutionner la FER. Elle se porte bien. Mais le changement de direction ouvre des opportunités.

Mon parcours professionnel a toujours été axé sur le service client. La FER a deux missions. Être l'organisation faîtière de l'économie, en tant que «maison-mère», défendant les conditions cadre et exerçant un lobbying politique, d'un côté. Être une organisation au service de ses membres de l'autre côté. Aujourd'hui, je souhaite dynamiser cette offre de services.

Quels types de nouveaux services voulez-vous offrir à vos membres?

En fait, je préfère parler de clients plutôt que de membres, car nous voulons servir nos membres comme des clients.

Premièrement, nous aimerions proposer une offre en matière de cybercriminalité, que certaines entreprises ne peuvent pas fournir, en raison de leur taille. Nous voudrions offrir un bilan de leur système de protection contre les attaques cyber à ces petites entreprises. Cela ferait l'objet d'un mandat spécifique.

Deuxièmement, dans le domaine de la transition énergétique, je souhaiterais que la FER puisse apporter une aide concrète aux entreprises en fonction de leur secteur d'activité.

Mon ambition est également de mettre en place un «one stop shop»: c'est-à-dire un guichet unique, où nos clients pourraient nous appeler pour obtenir des réponses directes ou être orientés

vers ceux qui ont les réponses adéquates.

Est-ce un changement de modèle économique et quel est le coût de vos services?

Non, ce n'est pas un changement de modèle. Certains services seront donnés contre rétribution. Pour d'autres, la FER ne sera qu'un intermédiaire, et le service sera fourni par un prestataire. L'objectif principal n'est pas de générer des profits, mais de développer nos revenus tout en gardant comme objectif notre pérennité sur le long terme.

La cotisation de base actuelle se situe autour des 300 francs pour les entreprises, auxquels s'ajoutent des cotisations supplémentaires pour bénéficier de nos services juridiques ou autres, ou des frais de gestion pour le premier ou le deuxième pilier notamment. De manière générale, le prix de nos prestations est très raisonnable.

Revenons au rôle de lobbying de la FER. Certaines associations comme la CCIG ou la FLAG dénoncent la perte d'attractivité du canton de Genève et la péjoration des conditions-cadre. Êtes-vous d'accord avec ce constat et, si oui, comment comptez-vous y remédier?

L'activité politique de la FER se divise en deux volets. Le premier consiste à endosser un rôle d'interlocuteur discret auprès de l'Etat et du parlement, afin de représenter les positions de nos membres. Le second volet est plus visible: il s'agit d'intervenir dans le débat politique lors des votations, des élections et de tout débat de société qui concerne directement les entreprises.

Genève va bien. Il faut déjà le reconnaître et s'en féliciter, surtout après deux années marquées par la pandémie de Covid-19.

Cependant, cela ne signifie pas que nous devons compromettre les conditions cadre. Et certains projets sur lesquels nous votons dans quelques jours ne vont pas dans le bon sens. Pourquoi vouloir augmenter les recettes (IN 185), alors qu'il y a plutôt un problème de redistribution? Pourquoi vouloir pénaliser ceux qui contribuent déjà le plus à l'impôt? Le risque de départ des entrepreneurs est de plus en plus réel, la Versoix est à peu de kilomètres...

Justement, une récente étude publiée par le cabinet de recherche économique Crif révèle qu'en 2022 les entreprises qui ont quitté le canton de Genève (300) étaient plus nombreuses que celles qui s'y sont installées (239). Comment faire pour continuer à en attirer?

Notre ultime but est de permettre à tous ceux qui vivent à Genève de bénéficier d'une meilleure qualité de vie, avec des emplois satisfaisants et des salaires justes. Cela dépend des entreprises qui offrent ces emplois. Mais Genève est un petit territoire.

D'autre part, nous ne pouvons pas continuellement attirer de nouvelles personnes et vivre les uns sur les autres. Il faut penser à l'équilibre et aux générations futures aussi. Enfin, nous devons être en mesure de garantir une formation adaptée aux emplois de demain, pour nos enfants.

Dans cette optique, cela n'est pas très grave si certaines entreprises décident de partir, tant que la qualité de vie dont je viens de parler est préservée, et que nous restons attractifs pour les employeurs et les entreprises. D'autant qu'il n'est pas viable pour le canton d'accueillir toutes les entreprises du monde.

Vous avez manifesté le souhait de vous exprimer en Suisse

romande et alémanique: pourquoi est-ce important?

Parce que toutes les décisions importantes qui ont une portée nationale sont prises à Berne, où se trouvent les autorités fédérales. J'y ai habité, je parle le suisse-allemand. Donc je compte me rendre dans la capitale pour rencontrer les parlementaires et faire entendre notre voix. Je vais aussi me rendre à Zurich, où se trouvent de nombreuses associations économiques.

Depuis la dénonciation de l'accord-cadre avec l'Union européenne, il y a plus de deux ans, le dossier n'avance pas. Quelles sont les attentes de vos membres et comptez-vous être actif sur ce sujet?

Nos membres ne sont pas résignés, ils espèrent toujours que le dossier européen avance et que l'accès au marché européen reste ouvert avec peu de barrières administratives. Cependant, les leviers d'action ne se trouvent pas chez nous, mais à Berne. Notre rôle c'est de porter cette préoccupation auprès des autorités fédérales. Nous allons aussi collaborer avec d'autres organisations patronales européennes, dans le cadre du Forum pour le développement économique des régions européennes (Fodere) par exemple.

A court terme, la parade pour les entreprises c'est d'ouvrir une filiale en Europe. Certains entrepreneurs n'ont pas le choix, donc ils vont créer de l'emploi dans les pays voisins...